



Adieu Keynes ! Vive Raymond Barre !

Laurent Mauduit, *Mediapart*, 19 juillet 2011

François Hollande et Martine Aubry viennent, l'un après l'autre, de prendre position en faveur du plan de réduction des déficits et de la dette publics arrêté par le gouvernement, et d'écorner au passage les engagements contenus dans le projet arrêté par leur propre parti pour 2012.

C'est François Hollande qui, le premier, a donné le ton. Alors que le projet socialiste, refusant la politique d'austérité du gouvernement et la réduction à marche forcée des déficits publics, préconise un retour des déficits publics français sous la barre des 3% du produit intérieur brut (PIB) seulement à l'horizon de 2014, et non en 2013 comme s'y est engagé Nicolas Sarkozy, le dirigeant socialiste a pris ses distances avec les priorités de son propre parti pour applaudir celles de la droite. Sous le titre « *François Hollande : la dette est l'ennemie de la gauche et de la France* », c'est à la faveur d'un entretien au *Monde* (daté du 16 juillet) qu'il s'est livré à cet exercice.

– « *Dans le projet socialiste, il est question de ramener les déficits à 3 % du PIB en 2014. N'est-ce pas trop tard ?* », interroge le quotidien.

– « *Il faut rééquilibrer nos comptes publics dès 2013* », répond François Hollande.

– « *Dès 2013 ?* », insiste le journal.

– « *Oui. Je ne le dis pas pour céder à je ne sais quelle pression des marchés ou des agences de notation mais parce que c'est la condition pour que notre pays retrouve confiance en lui. Nous ne pouvons pas laisser gonfler la dette publique au risque de faire de la charge de nos intérêts le premier budget du pays, ce qui altérerait toutes nos marges de manœuvre. La dette est l'ennemie de la gauche et de la France. Si je suis élu, la première réforme du quinquennat sera la réforme fiscale. Le candidat qui annonce qu'il n'y aura pas d'effort supplémentaire après 2012 sera un président qui se parjurera* », confirme François Hollande.

Dans une étonnante compétition libérale, sa rivale dans la primaire, Martine Aubry, a aussitôt fait comprendre que, elle aussi, si elle était élue, n'aurait de cesse que de bafouer les engagements pris par le Parti socialiste et de mettre en œuvre une politique d'austérité. Elle l'a clairement dit, dès le lendemain, dimanche 17 juillet, à l'occasion d'un entretien sur [Europe 1](#), que l'on peut écouter [ici](#) (surtout à partir de 32'34").

En réponse à un journaliste qui lui demande ce qu'elle pense de cette opinion exprimée la veille par François Hollande en faveur d'une réduction des déficits sous les 3% du PIB dès 2013, Martine Aubry n'hésite pas un seul instant : « *Non seulement je le pense, mais...* » Interrompue par l'un de ses interlocuteurs, elle n'a pas le temps de poursuivre. Mais peu après, elle a le loisir de s'expliquer : « *On ne peut pas vouloir être présidente de la République et ne pas respecter les engagements de la France* », précise-t-elle. Elle s'engage donc sur les « *3% en 2013, puisque c'est la règle aujourd'hui* ».

Et dans la foulée, elle donne un nouveau coup de canif dans le projet socialiste. Alors que celui-ci préconise de consacrer 50% de marges de manœuvre rendues disponibles par la croissance et l'annulation de cadeaux fiscaux de Nicolas Sarkozy au désendettement, et 50% au financement des priorités socialistes, l'ex-première secrétaire précise que sur « *toutes les ressources que nous aurons pendant ce quinquennat 50% ira à la réduction des déficits et de la dette en moyenne sur la durée du quinquennat et 50% au financement de nos priorités* ». Et pour expliquer ce que veut dire cette formule « *en moyenne* », elle ajoute que « *la première année* », ce sera « *peut-être deux tiers à la réduction de la dette et du déficit* ».

Quand Aubry proposait 3% de déficits en 2015

Traduction : en cas de victoire de Martine Aubry, les socialistes conduiraient une politique d'économies budgétaires plus accentuée que prévu pour que la barre des 3% de déficits publics soit atteinte dès 2013. Du même coup, les priorités du projet socialiste bénéficieraient de moyens budgétaires réduits. Autrement dit, la réduction des déficits et de la dette passerait avant les autres priorités.

La surprise qu'apportent ces deux déclarations est pour le moins inquiétante. A plusieurs reprises, les ténors socialistes avaient en effet suggéré que le projet socialiste engagerait tous les candidats aux primaires, libres ensuite à chacun d'apporter des propositions complémentaires. En quelque sorte, selon la formule d'Arnaud Montebourg, il était entendu que le projet socialiste constituait « *le rez-de-chaussée* » commun, chacun pouvant faire des étages complémentaires.

Eh bien non ! La campagne de la primaire socialiste commence à peine que déjà deux des candidats, dans une logique présidentialiste, prennent sur eux de remettre en cause le projet élaboré collectivement. Et de le remettre en cause non pas sur un point marginal mais sur un point majeur : sur la philosophie même de la politique économique et sociale qui serait menée.

Car c'est bien la philosophie même d'une politique économique de gauche qu'affectent ces amendements majeurs. Que l'on reprenne le fil des polémiques entre la gauche et la droite au cours de ces derniers mois, et on aura tôt fait de comprendre pourquoi.

Quand le 5 avril dernier, le Parti socialiste présente la première esquisse de son projet, il se démarque très clairement de la politique économique du gouvernement qui prévoit une réduction à marche forcée des déficits, pour respecter les exigences du pacte de compétitivité. Pour le PS, cette politique est une folie parce qu'elle menace d'étouffer une croissance encore très fragile. Le PS, et avec lui une bonne partie de la gauche, propose donc d'étaler sur une plus longue période la réduction des déficits. Et de cette politique alternative préconisée par le PS, toute la presse se fait l'écho. A titre d'illustration, on peut par exemple consulter [ici](#) le compte rendu qu'en fait ce jour-là le journaliste du *Monde* qui suit les finances publiques.

A l'occasion de la présentation de ce projet, le secrétaire national à l'économie du PS, Michel Sapin, confirme que les socialistes se démarquent de l'objectif de la droite des 3% de déficits en 2013. Le cap des 3% sera « *plutôt atteint en 2014* » qu'en 2013, comme la France s'y est engagée auprès de la Commission européenne, dit-il. « *C'est à partir de là que l'on inversera la courbe de l'endettement, ce qui est le sujet le plus important* », indique-t-il. Ce faisant, il critique donc le chemin fixé par le gouvernement, qui s'est engagé auprès de Bruxelles sur un déficit de 3% en 2013 et de 2% en 2014.

Précision de Michel Sapin : « *Nous nous engageons à ce qu'en 2014, la courbe de l'endettement soit inversée* », explique-t-il, avant de préconiser que la France se donne plus de temps pour réduire son déficit public : « *Il faut faire attention à ne pas s'obnubiler* » sur l'objectif du retour à 3% du produit intérieur brut dès 2013, met-il en garde.

Les choses sont donc dites clairement par Michel Sapin qui, ce jour-là, s'exprime au nom de la direction du Parti socialiste (dirigé alors par Martine Aubry) mais qui est aussi un proche de François Hollande.

Les choses ne sont d'ailleurs pas dites que par Michel Sapin. Elles le sont tout aussi clairement par Martine Aubry elle-même. Ce jour-là, elle est même encore plus rétive à une réduction trop rapide des déficits et fixe pour objectif d'atteindre les 3% de déficits ni en 2013, ni même en 2014 mais... en 2015 ! Elle affirme en effet que le PS se « *battrait* » pour obtenir un report de l'échéance de 2013. « *Plus des deux tiers des pays européens demandent que cette étape soit repoussée à 2015.* »

Ce qu'expriment alors les dirigeants socialistes n'est d'ailleurs pas une surprise. Depuis de longs mois, ils reprochent en effet au gouvernement de conduire une politique d'austérité qui menace de casser la croissance. Ils peuvent aussi à l'époque considérer que ce n'est en rien une hérésie que de remettre en cause les « *engagements* » de la France : Lionel Jospin n'avait-il pas lui-même dénoncé avant les législatives de 1997 le pacte de stabilité, au motif que c'était du « *super-Maastricht* » – critique qu'il avait ensuite oubliée ?

L'appel des socialistes européens contre l'austérité

Et puis surtout, cette mise en cause de la politique de réduction des déficits est conforme au cap fixé par le Parti socialiste européen. Lors d'un sommet à Athènes, les 4 et 5 mars, les leaders socialistes européens lancent en effet [un appel](#) qui s'attache à défendre une autre voie économique que celle des plans d'austérité.

On pouvait en particulier y lire ceci : « *Le PSE propose une alternative claire, socialement responsable et économiquement crédible pour une croissance juste, pour l'emploi, le progrès social et l'équilibre budgétaire. Notre parti sait que la responsabilité de la crise n'incombe ni aux citoyens ni à la protection sociale mais bien à la cupidité, aux politiques irresponsables mises en œuvre ces dernières années par les gouvernements conservateurs de certains États membres et à l'absence de régulation des marchés financiers (...) Lors du prochain sommet extraordinaire des chefs d'État de la zone euro et du conseil européen du mois de mars, la droite continuera de faire pression pour imposer son programme injuste, socialement préjudiciable et économiquement infondé, qui consiste à réduire les budgets et à étouffer la croissance. Les conservateurs se retranchent derrière des détails techniques et des concepts vagues pour appliquer leur approche idéologique, qui préconise un Etat faible et des marchés tout-puissants. Sous prétexte d'"accroître la compétitivité", les gouvernements conservateurs tentent d'imposer à tous les États membres un "Pacte", ou plutôt un diktat ultra-néolibéral d'austérité pure qui empêcherait la sortie de crise.* »

Cette ambition de ne pas réduire les déficits trop vite est tellement « actée » par la direction socialiste que, pas plus tard que le 3 juillet, le premier secrétaire par intérim du PS, Harlem Désir, a sans doute le sentiment de proférer une banalité en répétant ce que d'autres ont déjà dit maintes fois avant lui : « *Personne ne croit que la France pourra être à 3% en 2013* », dit-il au [Grand Jury](#) RTL-LCI-Le Figaro. Dans le projet du PS pour 2012, ajoute-t-il, il est indiqué que « *nous négocierons avec la Commission européenne un retour crédible à l'équilibre, en tout cas à moins de 3%, dans des délais crédibles, c'est-à-dire dans une année de plus* ».

Alors, puisque le cap de la politique économique était si précisément fixé, pourquoi tourner casaque si brutalement ? Pourquoi donner aussi spectaculairement des gages à la droite et induire implicitement que celle-ci est sur le bon chemin ? Pourquoi se soumettre à ce « *diktat ultra-néolibéral d'austérité pure* », après l'avoir si justement condamné avec les autres responsables du PSE ?

Du même coup, François Hollande et Martine Aubry suggèrent au « peuple de gauche » qu'il n'y a pas de véritable politique économique alternative, qu'il y a qu'une seule politique économique possible. L'austérité, encore et toujours ; l'austérité, à perte de vue... Car quelle priorité la gauche pourra-t-elle financer si, dès 2013, les deux tiers des marges de manœuvre disponibles servent à réduire la dette. Quelles dépenses sociales pourront-elles être épargnées par une norme aussi sévère ?

Et puis, dans les milieux populaires, que la gauche a malheureusement trop souvent malmenés et qui le 21 avril 2002 en a payé le terrible prix, qui les socialistes espèrent-ils mobiliser avec cette invitation à une rigueur sans fin ? Comment les socialistes pensent-ils se réconcilier avec les milieux ouvriers, s'ils se livrent à une semblable surenchère ? La campagne des primaires commence à peine, et c'est déjà la douche froide. A défaut de désespérer Billancourt, dont l'usine a été rayée de la carte, la gauche semble s'appliquer à désespérer ceux qui aspirent à un changement, un vrai changement.

Certes, dans un numéro habituel de grand écart, le porte-parole du PS, Benoît Hamon a essayé, lundi 18 juillet, d'arrondir les angles, et de rassurer l'opinion en même temps que son propre courant qui se veut ancré à gauche. Le Parti socialiste entend bien respecter les engagements pris auprès de Bruxelles de ramener le déficit à 3% du PIB d'ici 2013, mais veut en modifier le mode de calcul s'il prend le pouvoir en 2012, a-t-il essayé de plaider. « *Nous disons que ces règles, dès lors que la France s'est engagée, nous les prenons, mais nous mettrons tout en œuvre pour les changer* », a-t-il déclaré au micro de RTL.

Retour dans « le cercle de la raison »

Mais, derrière cet exercice laborieux de rétro-pédalage, il reste que la sincérité des dignitaires socialistes pourra désormais être mise en doute. Sur la réforme des retraites, quelle est la vraie Martine Aubry, celle qui, dans un premier élan, spontané, a abandonné l'acquis de la retraite à 60 ans, ou celle, se ravisant, qui l'a défendu? Sur les finances publiques, quelle est la vraie Martine Aubry: celle qui veut relancer la croissance pour réduire les déficits, ou celle qui veut réduire les déficits pour relancer la croissance?

Il reste aussi que la campagne économique de la primaire socialiste commence sur un ton très droitier. Comme si François Hollande et Martine Aubry avaient d'abord une idée en tête pour se distinguer : occuper le créneau néo-libéral qui aurait été celui de Dominique Strauss-Kahn, s'il était entré en lice.

En quelque sorte, les vœux du conseiller occulte de Nicolas Sarkozy, Alain Minc, qui est aussi un ami de longue date de Martine Aubry, ont été exaucés. Voilà quelques jours, dans un entretien au [Parisien](#), il faisait au projet du PS un reproche majeur, celui d'être « *inadapté à la situation économique* ». « *On ne peut pas, avec le couperet de la dette si près de notre nuque, avoir un programme keynésien. Si les socialistes avaient un programme économique raisonnable, ils seraient irrésistibles.* »

Or, l'entremetteur du capitalisme parisien n'a pas eu longtemps à attendre : deux des principaux ténors du Parti socialiste lui ont donné implicitement raison et sont rentrés dans ce qu'il a coutume d'appeler « *le cercle de la raison* ». Terrible référence ! Faisant campagne en 1994 pour Edouard Balladur, Alain Minc a usé la première fois de cette formule pour chanter les louanges de son mentor et disqualifier à l'époque Jacques Chirac. Ce dernier avait trouvé à l'époque la bonne répartie : il y avait vu une manifestation de la « *pensée unique* ».

Voici donc « *la pensée unique* » qui fait à nouveau des ravages : il faut réduire les déficits en priorité pour relancer la croissance, assurent nos deux socialistes, et non pas, relancer la croissance pour parvenir à réduire les déficits.

Ce triste renoncement est d'ailleurs assumé de longue date. Par Martine Aubry, qui suit, même si c'est involontaire, la voie recommandée par Alain Minc. Mais tout autant par François Hollande. C'est si vrai que l'intéressé ne s'offusque même pas quand on lui demande s'il se voit en une sorte de Raymond Barre de gauche. Ce n'est, certes, qu'une anecdote mais elle est révélatrice. « *On vous qualifie parfois de Raymond Barre de gauche. Est-ce un compliment à vos yeux?* », lui a ainsi demandé il y a quelque temps le journal [Les Echos](#).

François Hollande a partiellement accepté cette filiation, à la manière d'un Pierre Bérégovoy qui ne détestait pas qu'on voie en lui un « *Pinay de gauche* ». « *Je le prends avec précaution, car on ne peut pas dire que sa réussite à l'élection présidentielle ait été totale ! On ne peut dire non plus que sa gestion ait été parfaite. Mais il a eu le souci de remettre nos finances publiques à flot* », a simplement répondu François Hollande.

Inquiétante filiation ! En 1981, Raymond Barre est, avec Valéry Giscard d'Estaing, le symbole de la politique réactionnaire qu'il faut mettre en échec, le premier ministre des injustices sociales, du chômage et des premiers petits boulots. Trente ans après le 10 mai 1981, le voici en partie réhabilité par les héritiers de ceux qui l'ont battu. C'est à l'évidence de très mauvais augure pour la gauche. Et plus encore pour ceux qui rêvent toujours de « *changer la vie* » et qui assistent, attristés, à ce spectacle désolant d'une gauche qui perd tous ses repères. Adieu Keynes ! Vive Raymond Barre...